

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 27 juin 2024

Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), sur la première quinzaine du mois de juin 2024, le taux d'inflation aurait accéléré à 4,8 %, contre 4,7 % en mai 2024.

### LE CHIFFRE A RETENIR

# 4,8 %

Inflation enregistrée pour la première quinzaine du mois de juin 2024

L'inflation sous-jacente, qui exclut les biens et services dont les prix sont les plus volatiles, à l'instar de l'énergie et des produits alimentaires, se serait établie à 4,2 % g.a. sur la première quinzaine de juin, contre 4,1 % sur la seconde quinzaine de mai. Elle serait majoritairement tirée par les services (+ 5,2 % g.a.) et les marchandises (+ 3,3 % g.a.)

Si la Banque Centrale a décidé de maintenir son taux d'intérêt à 11 % lors du comité de politique monétaire ce 27 juin, l'inflation non sous-jacente aurait quant à elle continué d'accélérer, s'établissant à 6,7 % sur la période, contre 6,1 % g.a. sur la seconde quinzaine de mai, tirée par les fruits et légumes (+ 17,3 % g.a.).

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

L'économie mexicaine aurait progressé de **0,9 % g.a. en avril 2024** selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI). Cette croissance serait principalement tirée par les activités tertiaires (+ 1,3 % g.a.). Les activités secondaires et primaires auraient enregistré de plus faibles performances (respectivement + 0,6 % g.a. et -1 % g.a.). Par ailleurs, les prévisions de croissance du PIB mexicain pour 2024 oscilleraient entre 2 % et 2,4 % selon les différentes organisations et institutions financières.

**Le peso mexicain perdrait son titre de 'super peso' suite aux élections présidentielles du 2 juin 2024 et se verrait remplacer par le rand sudafricain.** De fait, le peso mexicain se serait déprécié de 7 % face au dollar étatsunien au cours du mois de juin, faisant de lui la pire devise parmi les 23 marchés émergents suivis par Bloomberg.

Plusieurs organisations et institutions financières auraient révisé à la baisse leur prévision de croissance du PIB mexicain, en raison (i) du contexte électoral et des inquiétudes suscitées par la majorité remportée par le parti politique **MORENA** du président sortant et du (ii) ralentissement plus fort que prévu de l'activité économique. Parmi ces institutions figurent *JP Morgan* (revoyant ses prévisions de 2,1 % à 1,8 %) ; *Citibanamex* (de 2,1 % à 1,9 %) ; *Barclays* (2,6 % à 2,4 %) et *Signum Research* (2 % à 1,5 %). Par ailleurs, *JP Morgan* prévoirait une baisse du taux d'intérêt directeur à 10,5 % d'ici la fin 2024.

**Selon le Système National de Raffinage (SNR), la production de pétrole au mois de mai se serait élevée à 842 000 barils par jour (b/j), soit une baisse de 11 % g.m.** La raffinerie de *Cadereyta* dans le Nuevo Leon enregistrerait la plus forte contraction (-40,6 % g.m.), suivie de celle de *Minatitlan* dans l'état de Veracruz (-38 % g.m.). Si les prévisions de production atteignent les 1 M b/j, la moyenne entre janvier et mai 2024 n'approcherait que les 949 000 b/j.

**L'entreprise nationale de pétrole *Petroleos Mexicanos (Pemex)* aurait exporté 670 000 b/j en mai 2024, représentant une hausse de 11 % g.m.** Alors que le Ministère de l'Énergie a pour ambition de réduire de 70 % les exportations de pétrole brut pour 2024, *Pemex* serait revenu sur cette décision. La valeur de ses exportations aurait atteint 2,3 Mds USD, soit une hausse de 34 % g.m., avec un prix moyen du baril de pétrole s'établissant à 74,3 USD en mai 2024. Par ailleurs, le Ministère des Finances estimerait la production moyenne de pétrole brut à 967 600 b/j pour 2024.

**Suite à son élection, la future présidente Claudia Sheinbaum, a désigné 5 nouveaux ministres qui composeront son futur gouvernement.** En plus des 6 ministres présentés la semaine précédente, ont également été nommés : (i) David Kershenobich (ministre de la santé) ; (ii) Raquel Buenrostro Sanchez (ministre de la fonction publique) ; (iii) Luz Elena González (ministre de l'énergie) ; (iv) Jesús Antonio Esteva Medina (ministre des

infrastructures, des communications et transports); (v) Edna Elena Vega Rangel (ministre du développement agraire, territorial et urbain).

## Finances publiques

**La future présidente Claudia Sheinbaum prévoirait un déficit budgétaire à 3,5 % du PIB en 2025, contre les 5,9 % attendus cette année.** Pour cela, la future cheffe d'Etat prévoirait une consolidation budgétaire assorties de réformes visant à réduire les dépenses publiques en prenant soin de ne pas faire entrer le pays en récession économique. Ces mesures viseraient notamment à rassurer les investisseurs, les agences de notation externes et plus généralement, les marchés internationaux. Par ailleurs, la future administration anticiperait un taux d'endettement à 49,7 % du PIB en 2024 et 50,2 % en 2025.

**Selon le Ministère des Finances, le Mexique s'engagerait à renforcer les sanctions pour lutter contre le blanchiment d'argent et à collaborer avec le gouvernement étatsunien contre le financement du terrorisme.** Le gouvernement mexicain souhaiterait ainsi affirmer sa détermination à promouvoir un environnement financier sûr et transparent en travaillant étroitement avec son voisin du Nord.

**Le Ministère des Finances reporterait l'échéance de paiement de l'entreprise nationale *Petroleos Mexicanos (Pemex)*, du 30 juin 2024 au 31 juillet de la même année.** Pemex devait en effet s'acquitter du droit de service public partagé (DUC) ce mois-ci, mais le gouvernement aurait autorisé un paiement différé à la fin du mois prochain. Ce nouveau soutien à Pemex viendrait s'ajouter aux nombreuses aides déjà accordées par le gouvernement d'Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO), notamment en vue d'améliorer la situation financière désastreuse de l'entreprise, qui se place parmi les entreprises les plus endettées au niveau international (8 % du PIB).

## Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 27/06/2024
Bourse (IPC)	-1,60%	-2,71%	52468,01 points
Change MXN/USD	-0,54%	+7,5%	18,33
Change MXN/EUR	-1,11%	+5,45%	19,58
Prix du baril mexicain	3,27%	+18,37%	75,73

# Amérique centrale

**En 2023, les pays du Triangle Nord auraient été les trois premières nations d'Amérique latine bénéficiaires de transferts de fonds (« remesas ») en pourcentage de leur PIB.** Selon un rapport de la multinationale Mastercard, les envois de fonds représenteraient au Honduras, au Salvador et au Guatemala respectivement 27 %, 24 % et 20 % de leur PIB. En termes de valeur, le Guatemala se positionnerait second du continent derrière le Mexique, avec 65 Mds USD reçus en 2023.

## Costa Rica

**Selon l'agence de promotion du commerce extérieur Procomer, les exportations de biens auraient atteint 8 Mds USD sur les cinq premiers mois de l'année, soit une hausse de 7 % g.a.** Les équipements et dispositifs à usage médical demeurerait le premier poste d'exportations, bénéficiant d'une hausse de 12 % g.a. Ces hausses seraient tirées par l'augmentation des exportations vers les Etats-Unis.

**Les ministères des Affaires étrangères et du Culte, de la Santé, et de l'Environnement et de l'Énergie ont lancé la Plateforme nationale d'action sur les plastiques du Costa Rica (NPAP) afin de promouvoir les efforts des différents secteurs visant à réduire la pollution plastique dans le pays.** Cette plateforme nationale, soutenue par le Partenariat mondial d'action sur les plastiques (GPAP), le Forum économique mondial (WEF) et le Programme des Nations-Unies pour le développement, devrait faciliter l'échange d'informations et de bonnes pratiques afin de renforcer et d'accélérer les actions efficaces en vue de la transition du système national des plastiques vers un modèle circulaire. Ce projet représente la continuité de la loi interdisant l'usage de plastique à usage unique, votée en 2019 et appliquée depuis le mois d'avril 2024.

## El Salvador

**En avril 2024, 48 % de la dette publique salvadorienne afficherait plus de 8 % d'intérêts.** Selon le ministère des finances, cette même dette représentait 23 % en avril 2023. Les dettes ayant le plus augmenté seraient celles avec un coupon entre 8 et 9 % d'intérêt, lesquelles représentaient 9 % du total en avril 2023 contre 22 % cette année. Les dettes présentant plus de 9 % d'intérêt seraient quant à elles passées de 14 % en 2023 à 26 % cette année. Selon un ex-président de la Banque Centrale, le paiement actuel des intérêts serait supérieur au budget de l'éducation.

**Le pays compterait en avril 2024 27 fintechs, contre 14 enregistrées en 2022.** Représentant 0,8 % des entreprises salvadoriennes, elles afficheraient une hausse rapide depuis l'arrivée de Bukele à la présidence.

## Guatemala

En vue de sa stratégie nationale pour l'inclusion financière 2024-2027 (ENIF), le gouvernement guatémaltèque souhaiterait soutenir les entrepreneurs dans la création de petite entreprise. L'initiative viserait à soutenir les entrepreneurs qui cherchent à créer de petites entreprises mais ne disposent pas du capital nécessaire. S'appuyant de l'expérience de l'ENIF 2019 - 2023, elle comprendrait des projets et des groupes de travail sur l'évolution réglementaire et technologique actuelle, ainsi que sur la protection des minorités sous-représentées dans le monde entrepreneurial (les femmes particulièrement).

**Le Guatemala et le Panama ont signé un protocole d'accord sur les questions douanières.** Cette coopération prévoit un meilleur échange d'informations et la possibilité de réaliser des inspections non-intrusives. Selon la Surintendance de l'administration fiscale (SAT), l'accord devrait optimiser les contrôles et faciliter le commerce entre les deux pays.

**Le gouvernement chercherait à moderniser l'aéroport La Aurora par le biais d'un partenariat public-privé (PPP).** Selon le Président Arévalo, il ne s'agirait pas de privatiser l'aéroport et le modèle de PPP à mettre en œuvre ne serait pas encore décidé. Le plan de sauvetage comporterait 3 phases: (i) d'abord un investissement d'environ 25 M USD pour résoudre les problèmes les plus urgents; (ii) ensuite une reprise de l'administration de l'aéroport serait envisagée et enfin (iii) une société à capital mixte serait créée pour la gestion à long terme.

## Honduras

**Le Honduras et le Costa Rica seraient convenus de réactiver le système d'intégration centraméricain (SICA).** Considéré comme « moribond » depuis plus d'une décennie selon le président costaricien, les deux parties ont annoncé qu'ils convoqueraient prochainement une réunion avec l'ensemble des présidents des pays membres. Le Honduras assure actuellement la présidence jusqu'à la fin du mois de juin, date à laquelle le Nicaragua le remplacera pour une durée de six mois. Le Nicaragua aurait l'intention de retirer Taiwan en tant que pays observateur et d'incorporer la Chine et la Russie, dont l'éventuelle participation est en cours de revue.

## Nicaragua

**Le PIB du Nicaragua aurait augmenté de 3,7 % g.a. au T1 2024.** Les secteurs de l'hôtellerie restauration, de la construction et de l'énergie auraient affiché les hausses les plus significatives, respectivement 18 % g.a., 16 % g.a. et 9 % g.a. selon la Banque Centrale. Si la consommation a progressé de 4 % g.a., les exportations auraient

diminué de - 6 % g.a. et les importations auraient quant à elles très légèrement augmenté (+0,8 % g.a.) sur la période.

**Le Conseil permanent de l'OEA aurait approuvé un projet de résolution exigeant la fin de l'impunité, le rétablissement de l'Etat de droit et de la démocratie au Nicaragua.** Voté à l'unanimité le 18 juin dernier, l'initiative exigerait du régime Ortega la libération de toutes les personnes privées de liberté pour des raisons politiques ou religieuses. Elle appellerait également au rétablissement des institutions démocratiques et de l'Etat de droit par le biais d'un dialogue avec les Etats membres. Le projet demanderait notamment au Nicaragua de collaborer avec la commission interaméricaine des droits de l'homme ainsi que d'autres organismes internationaux pertinents à pénétrer sur son territoire. Le Nicaragua a quitté l'OEA en novembre 2023, devenant le deuxième pays d'Amérique latine à quitter volontairement l'organisation, après le Venezuela.

**Le Nicaragua aurait établi des relations diplomatiques avec les Talibans afghans et le Zimbabwe.** Ayant reçu l'approbation du gouvernement taliban, l'ambassadeur du Nicaragua en Chine devrait occuper le poste d'ambassadeur non-résident auprès de l'Emirat islamique d'Afghanistan dans les prochains jours. Pour le Zimbabwe, le président Mnangagwa aurait, à l'occasion de la signature des lettres de créance, appelé le Nicaragua à soutenir la candidature de son pays à un siège au Conseil de sécurité à l'ONU. Il aurait également souligné l'importance de renforcer la coopération économique dans les domaines tels que l'agriculture et l'exploitation minière.

**L'Organisation Internationale du Travail (OIT) exhorterait le gouvernement nicaraguayen à autoriser le Conseil supérieur de l'entreprise privée du Nicaragua (Cosep) à "opérer à nouveau sans autorisation préalable".** L'organisation aurait également déploré le climat persistant d'intimidation et de harcèlement des organisations indépendantes de travailleurs et d'employeurs. Elle aurait également noté avec une « profonde inquiétude » les allégations d'arrestation et de détention de dirigeants patronaux.

**Le ministre des finances Ivan Acosta aurait été limogé et ferait l'objet d'une enquête.** Proche du couple présidentiel, sanctionné par le Trésor américain en 2020 pour « avoir soutenu le régime corrompu » d'Ortega, le gouvernement aurait accepté « sa démission » sans donner plus de détails. Le ministre aurait été remplacé par Bruno Gallardo, vice-ministre des finances depuis 2021.

## Panama

**Le président Laurentino Cortizo a promulgué la loi créant le programme de prestations permanentes pour les retraités appartenant au régime d'invalidité, de vieillesse, de décès et de risques professionnels de la Caisse de sécurité sociale, qui leur permettra de recevoir 140 USD par an.** Cette prestation sera financée intégralement par l'augmentation de 44 % de l'Impôt sélectif sur la consommation

(ISC) sur les boissons alcoolisées. La Chambre de Commerce d'industrie et d'agriculture du Panama (CCIAP), le Syndicat des industriels panaméens (SIP) et la Chambre américaine de commerce et d'industrie du Panama (*Amcham*) auraient exprimé leur inquiétude quant au modèle de financement proposé dans cette loi qui pourrait entraîner des répercussions négatives sur le secteur des boissons alcoolisées et par la suite sur le pouvoir d'achat des consommateurs. Ce secteur contribuerait de manière significative à l'économie du pays, générant plus de 800 M USD et représentant 1,4 % du produit intérieur brut (PIB).

**La Banque de développement de l'Amérique Latine et des Caraïbes (CAF) prévoirait d'accorder 500 M USD par an au Panama pour soutenir des projets pendant le mandat de José Mulino, soit un montant total 2,5 Mds USD.** Après avoir rencontré le nouveau ministre de l'économie, Felipe Chapman, la CAF aurait plaidé pour que les investissements concernent principalement le renouvellement d'infrastructures, l'appui au développement d'énergies renouvelables, l'assainissement de l'eau, l'économie circulaire et la gestion des déchets.

**La société financière JP Morgan a révisé à la hausse ses prévisions de croissance du PIB panaméen de 0,5 % à 3,5 % pour 2024.** Cette décision aurait été motivée par un niveau d'activité économique supérieur aux prévisions sur le premier trimestre de l'année et le retour prévu de conditions climatiques plus favorables au fonctionnement normal du Canal de Panama.

**Le secrétaire national de la Science, de la Technologie et de l'Innovation aurait annoncé un projet de création de centre de recherche dédié aux semi-conducteurs, au sein de l'Université Technologique de Panama (UTP) via un premier investissement de 10 M USD dès 2025 qui devrait être rajouté au budget du Senacyt.** Au sein de l'UTP, plus de 30 professeurs et chercheurs travailleraient déjà en ce sens alors que le Panama souhaite se positionner comme un marché potentiel pour l'assemblage, le conditionnement, les tests et la distribution de semi-conducteurs ou de puces.

**Selon la Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le développement (Unctad), l'Amérique centrale aurait enregistré des flux d'IDE de l'ordre de 46,7 Mds USD en 2023.** Le Mexique représenterait la plus grande part des investissements en 2023, avec 36 Mds USD, suivi du Costa Rica avec 3,9 Mds USD et du Panama avec 2 Mds USD d'IDE.

# Caraïbes

## Antigua-et-Barbuda

**Le FMI a salué la reprise économique du pays sur les dernières années, avec une croissance économique qui aurait atteint 4,2 % en 2023 et qui prévue à 5,8 % en 2024.** Dans le même temps, la dette publique serait passée de 100 % du PIB en 2020 à 76 % en 2023. Néanmoins, le FMI recommande de continuer à poursuivre la réduction de la dette publique pour répondre aux besoins de financement du pays sur le moyen terme, incitant à poursuivre le schéma de la hausse des taxes déjà incluses dans le budget 2024 sur l'alcool, le tabac et les produits issus du cannabis.

## Bahamas

**Selon l'Institut National des Statistiques des Bahamas, les exportations auraient atteint 95 M USD au T1 2024, un niveau inférieur de 44 % aux chiffres de l'année dernière, à la même période.** Les principaux postes d'exportation demeureraient les « produits alimentaires et animaux vivants » et les « combustibles minéraux, lubrifiants et articles connexes » représentant près de 25 % chacun du total des exportations. Les postes d'exportations dont le niveau a diminué par rapport à l'année précédente seraient les "Produits manufacturés ", les "Machines et matériel de transport" et les "Combustibles minéraux, lubrifiants et matériaux connexes" avec une baisse de 82 %, de 65 % et de 54 % respectivement.

## Cuba

**Du 17 au 21 juin s'est tenue la quatrième édition du salon *CubaIndustria 2024*.** Plus de 500 exposants dont 168 délégués provenant de 19 pays ont présenté leurs produits et services à *Pabexpo*. A cette occasion, plus de 25 instruments juridiques auraient été signés, dont 10 accords commerciaux. Cet événement, qui a servi de plateforme d'exposition des capacités industrielles du pays et des postes d'exportations, aurait également visé à favoriser les partenariats public-privé.

**Plusieurs municipalités de La Havane auraient subi les conséquences des inondations causées par les fortes pluies survenues le week-end dernier.** La capitale de Cuba se trouverait de plus en plus confrontée à de sérieux problèmes de drainage des eaux pluviales et d'assainissement. Des voiries recouvertes ou encombrées de déchets produiraient des stagnations des eaux et, en conséquence, une dégradation des conditions d'hygiène. Par ailleurs, les précipitations auraient provoqué des effondrements partiels dans une vingtaine d'immeubles qui ont fait 1 mort et plusieurs blessés.

## Grenade

Selon le FMI, la Grenade connaîtrait un fort développement économique depuis 2023 avec une croissance qui aurait atteint 4,4 % et prévue à 3,9 % en 2024 grâce à l'expansion du tourisme sur l'île. Si le FMI considère que le pays est en bonne voie pour atteindre un objectif de réduction de la dette publique à 60 % de PIB à moyen terme, il alerte toutefois sur la dépendance de l'île aux revenus issues du tourisme et des possibles chocs exogènes qui pourraient entraver ce secteur. En ce sens, le FMI appelle à une amélioration de l'administration fiscale et de sa transparence et une hausse des taxes sur certains domaines, tels que le pétrole pour financer le développement de politiques en matière de protection sociale. Enfin, l'accélération de la transition vers les énergies renouvelables et le renforcement de la résilience contre de possibles catastrophes climatiques devraient constituer les priorités de l'archipel sur les prochaines années.

## République Dominicaine

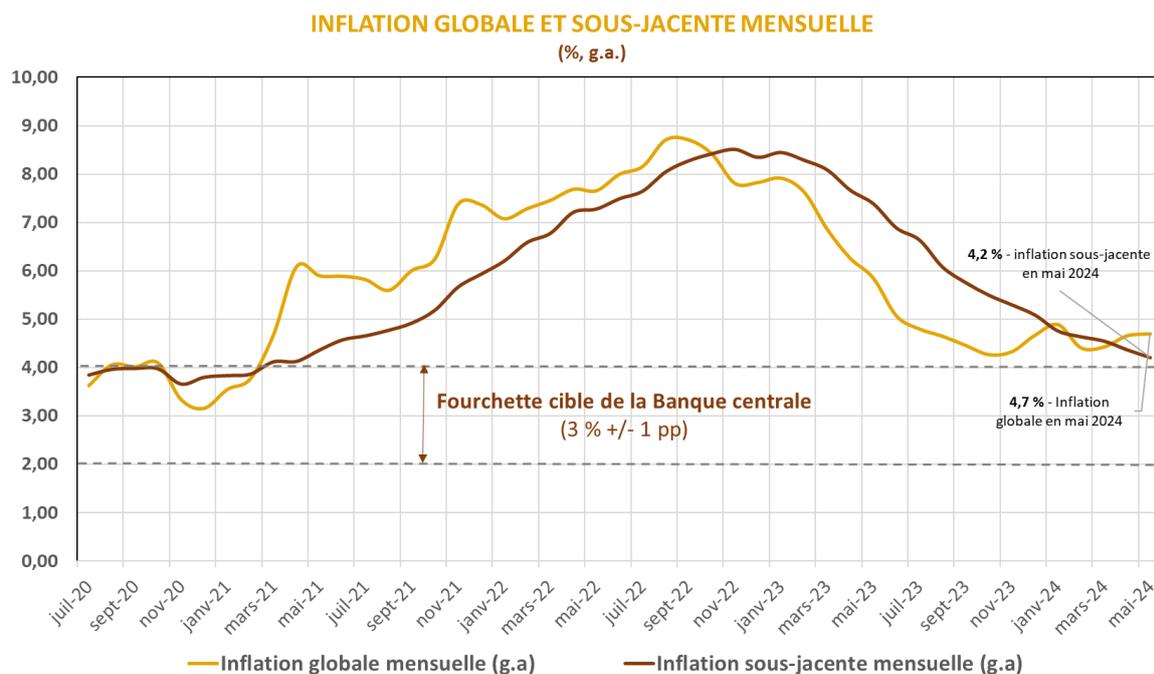
Entre janvier et mai 2024, les transferts de fonds (*remesas*), auraient augmenté de 5 % g.a. selon la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD). Par rapport à la même période en 2023, les flux de transferts de fonds auraient augmenté de 209 M USD, atteignant un total de 4,4 Mds USD. La performance économique des Etats-Unis au cours de la période janvier-mai 2024 aurait été l'un des principaux facteurs influençant cette croissance, étant donné que plus de 87 % des transferts de fonds proviennent de ce pays. En effet, la création de 272 000 emplois ainsi que la baisse du taux de chômage aux Etats-Unis (4 % en mai 2024 contre 4,5 % en mars) sembleraient avoir participé à la hausse des transferts de fonds vers la République dominicaine.

## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 810,1	- 8,6 %	5,7 %	3,9 %	3,2 %	2,4 %	55,6 %	4 %	11%
Belize	0,5	3,1	-13,7 %	17,9 %	8,7 %	4,7 %	3,4 %	62,9 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	60,6 %	0,3 %	5,75 %
Guatemala	19,4	102	-1,8 %	8 %	4,1 %	3,5 %	3,5 %	27,6 %	4 %	5,00 %
Honduras	10,7	34,9	-9 %	12,5 %	4 %	3,5 %	3,6 %	44,6 %	4,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,7 %	3,5 %	39,2 %	5 %	7,00 %
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3 %	84,4 %	0,9 %	--
Haïti	12,4	21,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	-1,9 %	- 3 %	14,9 %	23 %	10,00 %
Jamaïque	2,8	18,9	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,2 %	1,8 %	67,5 %	5 %	7,00 %
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,1 %	1,7 %	--
République Dominicaine	10,8	120	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,4 %	59,5 %	4,2 %	7,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

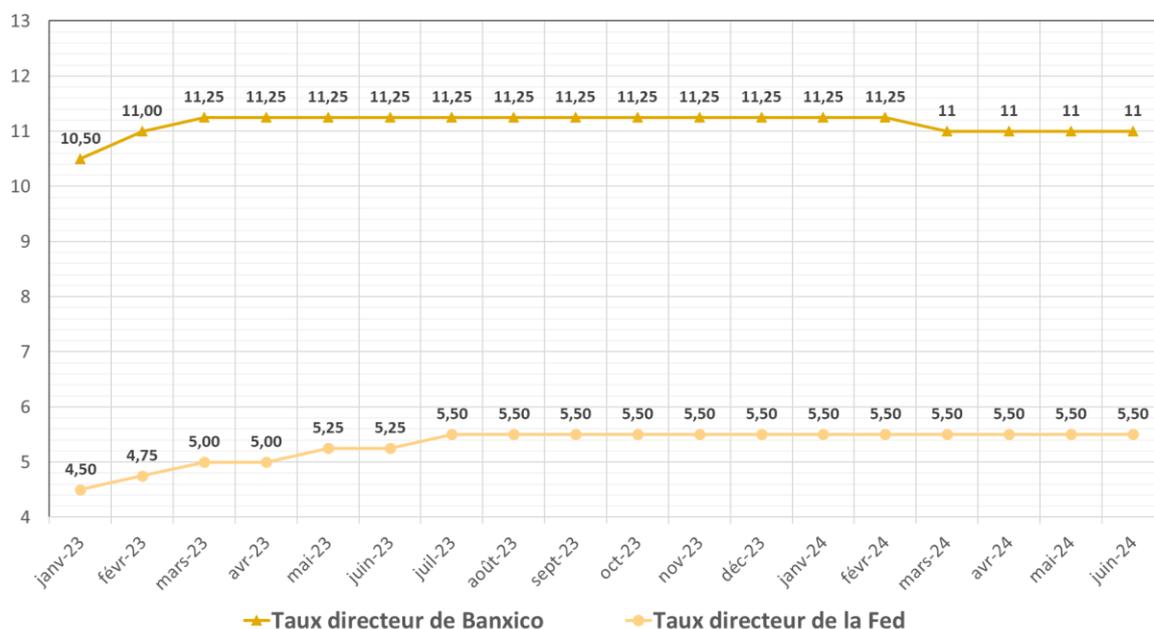
### – Annexe Graphique Mexique –

Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR  
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**



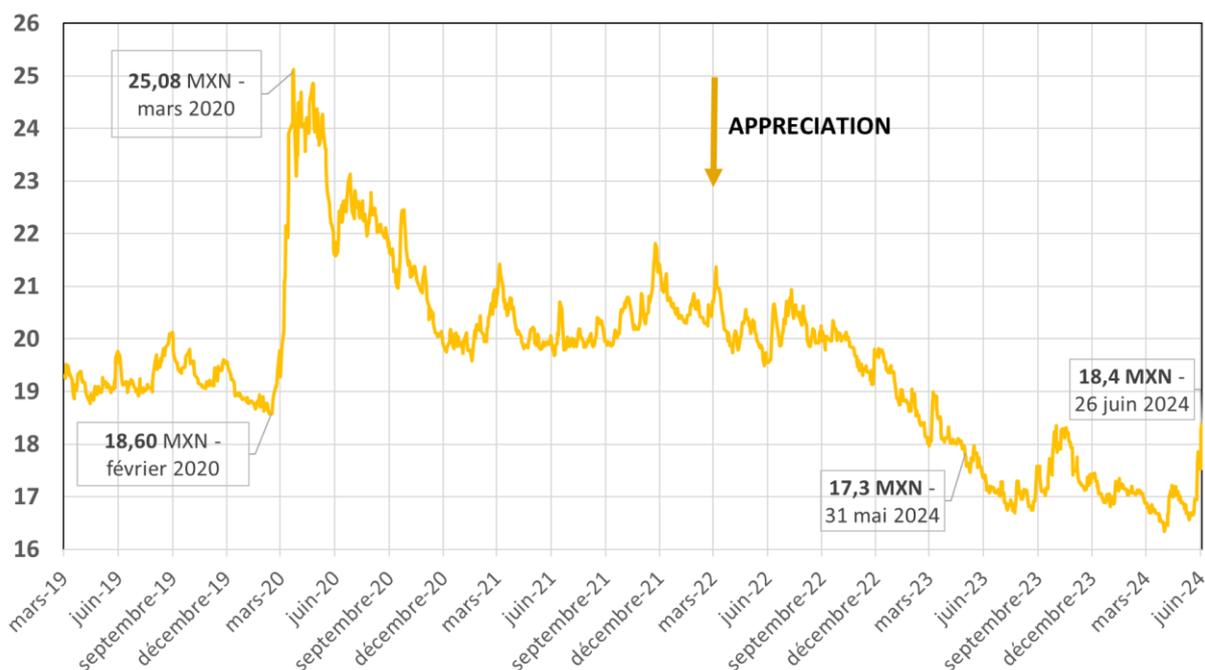
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550
avr-24	11	5,50	550
mai-24	11	5,50	550
juin-24	11	5,50	550

Source: Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

## EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

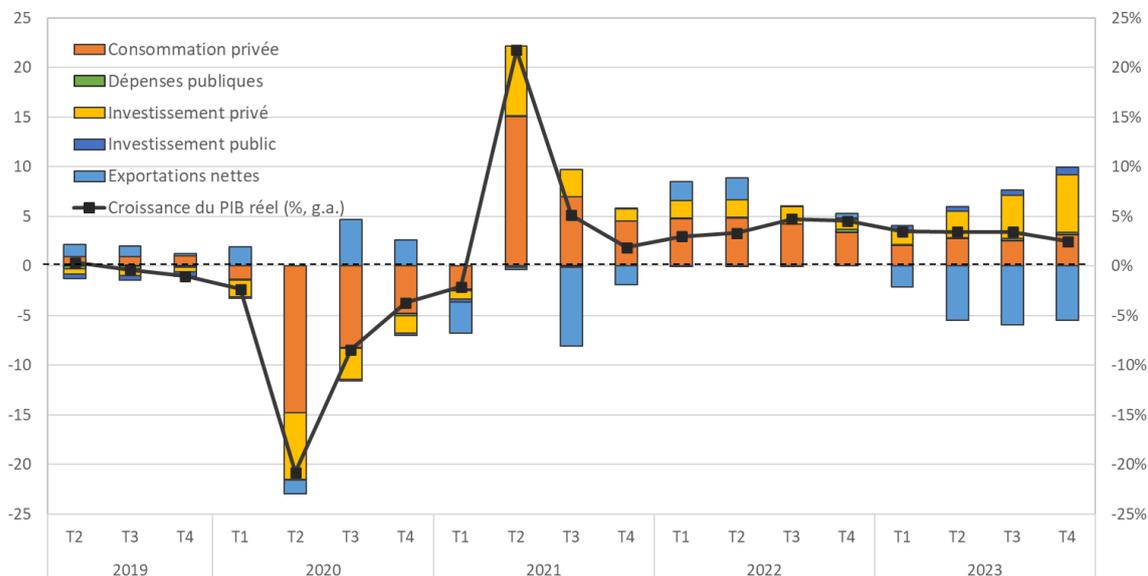
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

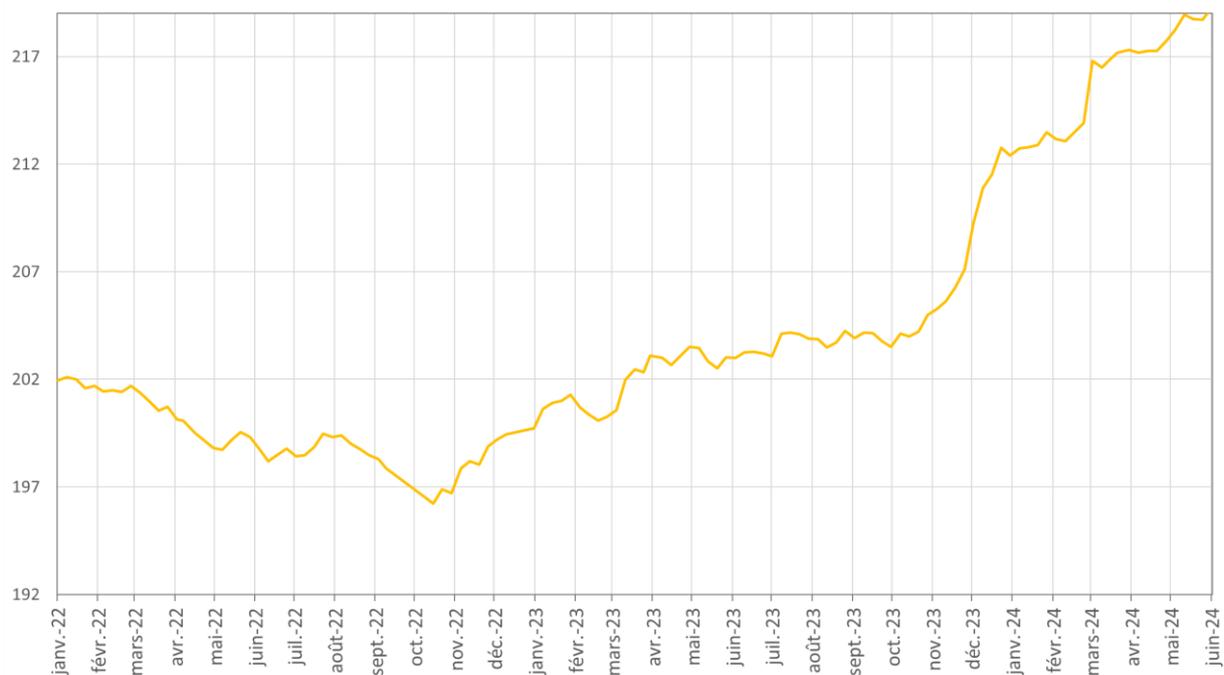
## PIB REEL ET SES COMPOSANTS

*Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)*



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières

## NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)